

# Responsables

N°434 • janv-fév-mars 2017 mouvement chrétien des cadres et dirigeants



SPENCER/FOTOLIA

[www.mcc.asso.fr](http://www.mcc.asso.fr) • 7 € • ISSN 0223 5617

## Citoyens, en vue du bien commun

---

### Dans ce numéro

---

● **Tous responsables de la « maison commune »**, Mgr Luc Crepy p. 4 ● **Cette Europe si critiquée, si nécessaire**, Claude Bardot p. 7 ● **Le local, terre d'avenir pour la démocratie**, Michel Canévet p. 11 ● **Numériques et civiques!**, Armel Le Coz p. 15 ● **L'avenir des jeunes en difficulté, « défi d'utilité publique »**, André Altmeyer p. 19 ● **Le travail, notre bien commun**, Pierre Martinot-Lagarde p. 22 ● **Vie d'équipe**, Alain Brunelle p. 32

---

# sommaire

## 4. Tous responsables de la « maison commune »

En quoi les réalités internationales ne peuvent nous laisser indifférents? Comment les enjeux de la planète s'invitent-ils dans notre choix citoyen? **Mgr Luc Crepy**, évêque du Puy-en-Velay, convoque *Laudato si'* pour nous placer face à nos responsabilités.

## 7. Cette Europe si critiquée, si nécessaire

Dans un monde multipolaire de moins en moins prévisible, l'Europe s'impose comme une nécessité. Observateur engagé de la cause européenne, **Claude Bardot** explique avec force pourquoi nous ne pouvons faire l'impasse sur la question européenne dans notre réflexion sur le vote.

## 11. Le local, terre d'avenir pour la démocratie

L'échelon de la démocratie de proximité est par excellence celui qui peut offrir un ancrage aux élus en mal de représentativité et redonner une capacité d'action aux citoyens désengagés, désillusionnés ou même défiants. À quelles conditions? **Michel Canévet**, maire d'une commune rurale dans le Finistère, relate son expérience.

## 15. Numériques et civiques!

Des citoyens directement intégrés à la prise de décision publique: c'est l'ambitieux objectif poursuivi par **Armel Le Coz**, jeune co-fondateur de Démocratie ouverte qui entend leur redonner foi en leur capacité d'action. Il détaille pour *Responsables* son initiative à la croisée de la technologie et du civisme.

## 19. L'avenir des jeunes en difficulté, « défi d'utilité publique »

Parce que près de 150 000 jeunes sortent chaque année du système scolaire sans diplômes ni qualification, Apprentis d'Auteuil développe sans relâche son plaidoyer contre ces fragilités, dans une démarche coopérative fondée sur son expérience de terrain. Précisions avec son directeur général adjoint **André Altmeyer**.

## 22. Le travail, notre bien commun

Au fil de ses encycliques sur la doctrine sociale, l'Église a établi et consolidé le travail comme élément essentiel de la dignité de tout homme. Le jésuite **Pierre Martinot-Lagarde** le réinterroge à la lumière de *Laudato si'* et en lien avec le cœur de sa proposition, l'écologie intégrale.

## 25. Une méthode pour établir la cohésion

Les citoyens ont perdu confiance dans leurs élus et les institutions politiques faute, bien souvent, d'être entendus. Il existe pourtant des outils qui, en situation complexe à l'échelon de l'entreprise ou de la cité, réussissent à construire des actions consensuelles dans l'intérêt de tous. L'interview de **Gilles Le Cardinal**, inventeur d'une de ces solutions.

## 28. « Bien commun et bien personnel, c'est tout un! »

Nos intérêts personnels doivent-ils, seuls, guider notre vote? Ou bien devons-nous nous décentrer afin de prendre en compte des préoccupations communes? Pour nous aider à réfléchir, le **père Luc Dubrulle** définit la notion de bien commun et s'attache à la relier au vote.

## 31. Discerner pour voter

Partageons ce temps de questionnement en priant le Seigneur pour nous éclairer dans nos doutes, interrogations et dans notre discernement pour un choix de candidat en vue du vivre ensemble et du bien commun. Une proposition de rencontre d'équipe par **Alain Brunelle**.

## 32. Pour la construction d'une société plus juste

Prière écrite par **Danièle Michel**, accompagnatrice spirituelle.

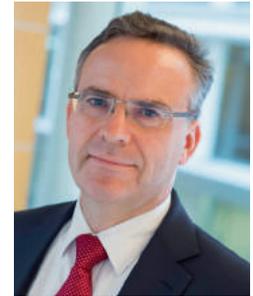
Des extraits du livre de la CEF *Dans un monde qui change, retrouver le sens du politique* émaillent ce numéro.

---

# Parlons-en !

## Le bien commun, affaire de tous et de chacun

Déjeuner avec mon fils Matthieu, 20 ans, élève ingénieur a priori dépolitisé. La conversation vient sur les élections. Je découvre qu'il suit de près tous les débats. Il me demande : « Connais-tu Fiscal Kombat ? ». C'est un jeu vidéo, plutôt bien fait, où Jean-Luc (M) affronte Christine (L), Jérôme (C) et Nicolas (S), qu'il secoue abondamment pour faire tomber les pièces qui financeront son programme. Le lendemain, mon neveu Oscar, apprenti pâtissier, supposément dépolitisé lui aussi, déclare sur Facebook son intérêt pour le héros du jeu. En 48 heures, mes préjugés s'effondrent. Qui a dit que les jeunes se détournaient du débat électoral ? Tout ceci fait écho en moi à la question posée par le pape François aux jeunes réunis à Varsovie : « Voulez-vous changer le monde ? »



Tristan Lormeau,  
responsable national

Et nous, au MCC, que disons-nous aux jeunes qui veulent changer le monde ? À sa façon, le MCC répond à l'appel des évêques à participer au débat public à l'occasion des élections :

- Des réunions publiques sont organisées en région avec d'autres mouvements ;
- Lors d'une rencontre des mouvements du CCFD, le MCC a proposé la rédaction d'une déclaration commune, à publier avant le premier tour ;
- Enfin, ce numéro de *Responsables*, consacré au bien commun, vous est adressé dans un nouveau format numérique qui en facilite la diffusion hors du Mouvement.

Pour le préparer, nous nous sommes appuyés sur l'appel des évêques aux « habitants de notre pays » : *Dans un monde qui change, retrouver le sens du politique*. Nous avons choisi d'en approfondir certains aspects : la solidarité internationale, l'Europe, les initiatives en faveur du renouveau démocratique, le travail en lien avec l'écologie, l'avenir de la jeunesse, la cohésion en entreprise ou dans la cité, la notion de bien commun. Vous y trouverez aussi une vie d'équipe ainsi qu'une prière spécialement écrite pour notre revue.

Bonne lecture citoyenne !

**« Et nous,  
au MCC, que  
disons-nous  
aux jeunes  
qui veulent  
changer  
le monde ? »**

# Tous responsables de la « maison commune »

Alors que notre pays est en période électorale et que nous avons des choix importants à poser, la lettre encyclique du pape François *Laudato si'* (« *Loué sois-tu* ») abonde de propositions pouvant enrichir notre réflexion et éclairer la participation des catholiques à la vie de la société actuelle. Mgr Luc Crepy explique en quoi le souci de la « maison commune » donne sens à l'engagement dans la vie sociale et politique.

Cette encyclique ne traite pas du simple champ de l'écologie, réduite aux questions environnementales, mais de la grande question de la sauvegarde de notre planète dans toutes ses dimensions.



## La famille humaine

Le Pape emploie une belle expression pour désigner notre planète, la Terre - cette belle « orange bleue » comme disait Paul Éluard - est notre « maison commune » où chacun et tous doivent pouvoir habiter, où le bonheur de la personne ne se fait pas sans les autres, où la recherche du bien commun concerne, comme le rappelle sans cesse la Doctrine sociale de l'Église, tout homme et tout l'homme...

La maison commune est l'espace nécessaire à chacun pour son développement, et à toute la famille pour y vivre ensemble et heureux... Habiter la terre comme la maison commune, c'est prendre conscience de la difficile articulation entre le singulier et l'universel, parfois si difficile à tenir entre une mondialisation croissante et parfois totalisante, et un individualisme, si ce n'est un communautarisme, revendiquant sa particula-

*« Le bonheur de la personne ne se fait pas sans les autres »*



DR

Luc Crepy, eudiste, est évêque du Puy-en-Velay

*« Habiter la terre comme la maison commune, c'est prendre conscience de la difficile articulation entre le singulier et l'universel »*

rité sur le mode de l'exclusion. Ce souci de la maison commune - de la sauvegarde de la maison commune - donne son sens à l'engagement de tant d'hommes et de femmes, de bonne volonté, dans la vie sociale et politique, dans la recherche quotidienne du bien commun tant au niveau local qu'international.

Comme la Doctrine sociale de l'Église le rappelle souvent, la famille humaine, dans sa diversité et ses richesses, ne fait qu'une. Cette seule et même humanité, répartie sur tous les continents, nous rend solidaires et

responsables des autres, de l'autre... du plus petit surtout. Peut-être faut-il se rappeler ce qu'évoquent les premières pages de la Bible : qu'as-tu fait de ton frère, Abel? demande Dieu à Caïn. Et Caïn a cette réponse tragique qui hante l'histoire de l'humanité : « Suis-je le gardien de mon frère? » (Gn, 4,9) S'il y a peut-être une chose que la foi chrétienne redit sans cesse à tous, modestement mais sûrement, c'est que l'humanisation et le bonheur des personnes et des sociétés ne se fait « jamais sans l'autre ».

●  
**La préoccupation pour les plus pauvres**

Si la question de l'écologie est relativement récente, elle n'est cependant pas une question nouvelle dans la pensée de l'Église : la théologie chrétienne réfléchit depuis toujours à la place de l'homme dans la création. La figure si populaire de saint François d'Assise est un rappel constant de la quête nécessaire d'une harmonie avec Dieu, avec les autres et avec la nature :

*« En saint François, on voit jusqu'à quel point sont inséparables la préoccupation pour la nature, la justice envers les pauvres, l'engagement pour la société et la paix intérieure » (LS, 10).*

Aujourd'hui, le pape François parle de « l'écologie intégrale », non plus comme la protection des composantes environnementales de la planète, mais comme une autre manière de parler de la justice et de la paix dans le monde : « *Il n'y a pas deux crises séparées, l'une environnementale et l'autre sociale, mais une seule et complexe crise socio-environnementale* » (LS, 139). Nous ne pouvons « *concevoir la nature comme séparée de nous ou comme un simple cadre de notre vie* » (LS, 139). Et en effet, il existe un lien

*« La famille humaine, dans sa diversité et ses richesses, ne fait qu'une »*

*« Cette seule et même humanité, répartie sur tous les continents, nous rend solidaires et responsables des autres, de l'autre... du plus petit surtout »*

## Quelle place pour les plus faibles ?

« Aujourd'hui, dans ce monde mondialisé, où les cadres, les frontières et beaucoup de repères semblent ne plus être là, où les identités sont dès lors fragilisées, où l'avenir ne fait pas rêver et est difficile à intégrer positivement dans le cours d'une existence, il n'est pas étonnant que la question du sens nous revienne de plein fouet. Et que la faiblesse du discours et de la réflexion politique apparaisse à découvert. Or, c'est pourtant à ce niveau-là que doit se situer la parole et le projet politique. En fait, pour aller plus loin, la seule question qui mérite d'être posée n'est-elle pas : qu'est-ce qui fait qu'une vie mérite d'être donnée aujourd'hui? Pour quoi suis-je prêt à donner ma vie aujourd'hui? La réponse est sans doute très personnelle et intime, mais elle dit quelque chose d'une vie avec les autres et des valeurs qui animent une société. À cet égard, il est toujours bon de regarder la place qu'une société accorde aux plus faibles, aux plus fragiles en son sein, pour savoir si elle est en bonne santé, ce qui la fait tenir dans ses fondements. Ce sont toujours eux en effet qui nous aident à retrouver l'essentiel et le sens de l'homme que toute société doit protéger. »

*Dans un monde qui change, retrouver le sens du politique, chapitre VII, Conseil permanent de la Conférence des évêques de France, Bayard*

inséparable entre les questions environnementales et les questions sociales et humaines : « *Aujourd'hui l'analyse des problèmes environnementaux est inséparable de l'analyse des contextes humains, familiaux, de travail, urbains, et de la relation de chaque personne avec elle-même* » (LS, 141).

## Pour aller plus loin

Publications récentes  
de la Conférence des évêques  
de France sur la politique

- *2017, année électorale : quelques éléments de réflexion*, déclaration du Conseil permanent de la CEF, juin 2016
- *Dans un monde qui change, retrouver le sens du politique*, texte du Conseil permanent de la CEF aux habitants de notre pays, octobre 2016
- *Notre bien commun - Découvrir la pensée sociale de l'Église*, sous la direction du Service national Famille et Société de la CEF (SNFS) + DVD, 2014
- *Quelle société voulons-nous ?* Déclaration du Conseil Permanent de la CEF en vue des élections de 2012, CEF, 2012
- *Enjeux et défis écologiques pour l'avenir*, CEF, Bayard/Cerf/Fleurus-Marne, 2012
- *Grandir dans la crise*, CEF, Conseil Famille et Société, Paris, Bayard/Cerf/Fleurus-Marne, 2011
- *Élections : un vote pour quelle société ?*, par le Conseil permanent de la Conférence des évêques de France, 2011
- *Les évêques de la COMECE préoccupés par la montée des mouvements populistes en Europe*, 2010

Les mouvements d'Église et organisations chrétiennes se mobilisent aussi (liste non exhaustive) : ACI, ACO, Apprentis d'Auteuil, AFC, CCFD-TS, Ceras-Projet, CMR, CVX, EDC, l'Église protestante unie de France (EPUdF), Enseignement catholique, Fédération protestante de France, Fils de la Charité, MCR, MRJC

« Ils nous invitent à élargir notre regard, au-delà du cadre restreint de notre contexte immédiat et à nous déplacer dans l'espace et dans le temps »

## ● Élargir notre regard à l'universel

Ces propos plaident pour une pensée qui embrasse la complexité du réel comme un système dans lequel tout se tient. Ils nous invitent à élargir notre regard, au-delà du cadre restreint de notre contexte immédiat et à nous déplacer dans l'espace et dans le temps. Ainsi, sommes-nous invités à ne pas rester centrés sur une vision hexagonale ou occidentale du monde, mais à prendre la mesure de la planète et des menaces qui pèsent sur elle, ici et ailleurs... Nous sommes aussi appelés à ne pas limiter notre regard au temps présent mais à nous sentir responsables des générations futures : « On ne peut plus parler de développement durable sans une solidarité intergénérationnelle » (LS, 159). Benoît XVI l'affirmait déjà : « l'urgente nécessité morale d'une solidarité intergénérationnelle renouvelée doit être réaffirmée » (LS, 162). Il s'agit bien ici d'une question fondamentale de justice : pour demain, car la terre que nous recevons appartiendra aux générations futures ; mais aussi pour aujourd'hui, pour tous ceux qui demeurent exclus du développement et, en particulier, pour les migrants. La question migratoire porte en elle toutes les autres ; elle touche la planète entière et la manière dont nous l'habitons... la manière dont nous en faisons la maison commune à tous ou une maison inaccessible à certains.

● LUC CREPY

# Cette Europe si critiquée, si nécessaire

Presque totalement absente des débats des Primaires, l'Europe reste au second plan de la campagne actuelle dont elle constitue pourtant un enjeu majeur : l'avenir de la France, comme de chacun des pays membres, en dépend intimement. Il se joue au moins autant à Bruxelles, Strasbourg, Berlin, Rome et ailleurs qu'à l'Élysée ou au Palais-Bourbon. Dès lors, tout citoyen a le devoir de s'interroger sur la position de chaque candidat vis-à-vis de l'Europe afin de la prendre en compte de façon éclairée et lucide dans son vote. Pour nous en convaincre, Claude Bardot ne mâche pas ses mots.

**D**epuis de longues années, l'Europe, l'Euro et la Commission de Bruxelles, sont accusés d'être la cause du déclin français, du chômage, de la stagnation économique. Cette recherche du bouc émissaire est facile et nous aveugle sur nos propres faiblesses et erreurs.

● **Il y a des pays qui réussissent !**

Or, certains pays, qui ont su prendre à temps les bonnes mesures, s'en tirent très bien : au premier rang desquels l'Allemagne, bien sûr, mais aussi les Pays-Bas, la Finlande, l'Autriche, et nombre de pays de l'Est européen, dont la Pologne, qui a vu son niveau de vie tripler depuis son entrée dans l'Union. Tous ces pays connaissent un taux de chômage acceptable. La balance commerciale de la zone Euro est globalement positive. L'euro est devenu la deuxième monnaie internationale derrière le dollar, et l'Union est la première puissance économique mondiale en termes de PIB. Si la croissance de la zone Euro

*« La recherche du bouc émissaire est facile et nous aveugle sur nos propres faiblesses et erreurs »*



DR

Claude Bardot est secrétaire général du Mouvement européen en Hauts-de-Seine et l'auteur d'une *Lettre européenne sur les espoirs et les craintes que suscite l'Europe*

est faible comparée à celle d'autres pays, elle est stable et ne connaît pas les variations « en yoyo » et les incertitudes qui caractérisent les économies de nombre d'autres pays. Il semble d'ailleurs que la croissance reprenne nettement. L'Euro et la politique de la BCE y sont largement pour quelque chose.

● **Devoir de mémoire**

L'économie est importante. Faut-il le rappeler, l'Europe ne s'est toute-fois pas faite sur un projet économique mais sur un projet politique pour lequel l'économie n'était qu'un moyen : il fallait créer entre les pays du Vieux Continent un sentiment de fraternité, une solidarité, une communauté de destin qui seuls pouvaient empêcher le retour des guerres et des affrontements fratricides qui ont ravagé notre continent depuis des siècles. Et cet objectif a été atteint au-delà de toute espérance. Au point même qu'on l'a oublié, et que l'on croit imprudemment que c'est définitivement acquis. Comme on croit que sont acquis les principes démocratiques qui sont le socle des valeurs communes de nos vieux pays : droits de l'homme, liberté d'expression et de circulation, égalité homme-femme, condamnation du racisme, laïcité, accueil des réfugiés, et tout ce qui fait le fondement de la démocratie.

● **Rien n'est acquis**

Et pourtant, l'exemple américain est là pour nous montrer qu'une nation que l'on pouvait considérer comme l'un des piliers les plus solides de la démocratie peut se livrer au populisme, à l'autoritarisme, la confusion des pouvoirs, au repli identitaire, au mépris de la liberté de la presse et des règles démocratiques les plus élémentaires. On voit bien pourquoi certains bons apôtres « souverainistes » voudraient s'affranchir de la tutelle européenne, de la Cour des droits de l'homme, des règles du vivre ensemble : pour porter à leur tour de mauvais coups aux libertés, sous prétexte de sécurité vis-à-vis du terrorisme. Il ne s'agit pas pour eux de « redonner la parole au peuple » comme ils le pré-

*« La balance commerciale de la zone euro est positive. L'euro est la 2<sup>e</sup> monnaie internationale, l'Union est la 1<sup>re</sup> puissance économique mondiale en termes de PIB »*

*« Si la croissance de la zone Euro est faible, elle est stable et ne connaît pas les variations « en yoyo » et les incertitudes qui caractérisent d'autres économies »*

## **Pour une Europe forte et consciente de ses responsabilités**

« On le voit par exemple avec le projet européen. À sa création, et pendant longtemps, il a été mobilisateur, même si on pouvait s'opposer à son sujet. Il s'est construit grâce à une poignée d'hommes réalistes et visionnaires à la fois, qui y ont cru, à force de discussions, négociations, et respect de l'autre. Aujourd'hui, ce projet politique semble s'être perdu dans un fonctionnement gestionnaire, marchand et normatif qui n'intéresse plus personne. Le risque est d'oublier ce que la construction européenne a permis, non seulement la paix dans une région si longtemps ravagée par tant de guerres à répétition, mais une ouverture et un enrichissement mutuel par la libre circulation des personnes, des biens et des idées. Il faut reprendre le projet européen, lui redonner son souffle politique et démocratique. Une nation ne peut répondre seule à ses défis, et un projet européen repensé peut et doit précisément permettre le respect et l'expression des identités nationales et régionales. Une véritable cohésion ne supprime pas les pluralités mais les fait travailler dans un sens commun. Dire cela va à l'encontre de beaucoup de discours ambiants. Pour un tel chantier, il nous faudra de vrais européens, politiquement courageux et créatifs, qui ne privilégient ni n'opposent la scène nationale à celle européenne. Nous sommes convaincus qu'il ne peut y avoir d'avenir pour notre pays que dans une Europe forte et consciente de son histoire et de ses responsabilités dans le monde. »

*Dans un monde qui change, retrouver le sens du politique, chapitre VII, Conseil permanent de la Conférence des évêques de France, Bayard*

tendent, mais de les laisser mener en toute impunité leurs politiques xénophobes, racistes et liberticides ou leurs aventures économiques et monétaires. L'Europe est notre dernier rempart contre ce populisme mortifère qui monte à l'horizon. Les manifestants de Bucarest, comme hier ceux de Varsovie ou de Kiev, qui brandissent des drapeaux de l'Union, l'ont bien compris : l'Europe est le seul véritable garde-fou contre les menaces envers les libertés et la démocratie.

● **Avancer par des coopérations renforcées**

Alors comment redonner vie et vigueur au projet européen ? Comment réconcilier les peuples avec l'Europe ? La solution passe-t-elle par une « refondation » de l'Europe, comme on l'entend souvent dire ? Il ne faut pas se faire d'illusion : dans la situation actuelle, on ne voit pas comment relancer une discussion à vingt-sept sur un nouveau traité. Et pas plus à six, douze ou dix-huit. Il faut donc faire avec ce que l'on a, c'est-à-dire les traités actuellement en vigueur, et notamment le traité de Lisbonne. Car celui-ci comporte nombre de dispositions, comme les « coopérations renforcées », qui permettent d'avancer à quelques-uns dans des domaines qui ne sont pas pour le moment de la compétence de l'Union, alors même que les opinions publiques lui reprochent son inaction :

- La coopération en matière de défense : la défense et la sécurité sont une demande forte des opinions publiques européennes, mais qui se heurte au refus des États de déléguer la moindre souveraineté dans ce domaine sensible.

- L'énergie : alors même que les États membres sont tributaires les uns



*« L'objectif de paix a été atteint au-delà de toute espérance. Au point même qu'on l'a oublié, et que l'on croit imprudemment que c'est définitivement acquis »*

des autres, chacun entend avoir sa propre politique énergétique et, par exemple comme l'Allemagne l'a fait en 2012 sans consulter ses partenaires, décider de bannir le nucléaire. Une Agence européenne de l'énergie serait particulièrement utile face aux pays producteurs, Russie en tête.

- L'environnement : L'Europe est à la pointe de la lutte contre le réchauffement climatique, mais en ordre dispersé, l'Allemagne reprochant à la France la menace que font peser sur elle ses centrales nucléaires, et la France accusant l'Allemagne de polluer l'air européen avec ses centrales à charbon.

- L'immigration: le manque de coopération et le jeu « perso » de Mme Merkel face à la vague d'immigrés suscitée par le drame syrien est à l'origine de la défiance grandissante vis-à-vis de l'Europe et de la Commission. Mais les États membres sont incapables de résoudre seuls ce problème redoutable: la solution ne peut être que commune.

- La politique économique et financière autour de l'Euro, de façon à établir des règles budgétaires communes pour les pays qui partagent la même monnaie et des objectifs communes de développement.

- La lutte contre la désindustrialisation et le chômage. Même si on peut reprocher à la Commission et au Conseil européen d'avoir trop souvent cédé aux sirènes libre-échangistes et d'avoir trop largement ouvert les frontières européennes à la concurrence chinoise sans souci de réciprocité, le chômage est bien plus lié aux politiques inadaptées de certains États membres, dont la France, qu'à une politique européenne.

Si la France, l'Allemagne, l'Italie et quelques autres veulent aller de l'avant, la voie est ouverte. Les instruments institutionnels, les forces vives existent. Seule a manqué jusqu'à présent la volonté politique. Il est urgent à cet égard que la France reprenne le flambeau de la construction d'une Europe unie, si délaissée. C'est là son rôle historique, son avenir et celui des autres membres. Sachons-nous en souvenir en mai prochain.

● **CLAUDE BARDOT**

*« L'Europe est le seul véritable garde-fou contre les menaces envers les libertés et la démocratie »*

## **Nous partageons fièrement le même titre de Citoyen**

« (...) Il revient à chacun d'entre nous d'être le gardien anxieux et jaloux de notre démocratie; de prendre en charge la joyeuse tâche qui nous a été confiée, à savoir faire en sorte de sans cesse améliorer ce grand pays qui est le nôtre. Car au-delà de nos différences apparentes, nous partageons fièrement le même titre de Citoyen. Car au final, c'est ce qu'exige notre démocratie. Elle a besoin de vous. Pas seulement au moment des élections, pas seulement quand votre intérêt étroit est en jeu, mais tout au long de votre existence.

Si vous en avez assez de parler à des inconnus sur Internet, essayez de parler à quelqu'un dans la vie réelle. Si quelque chose a besoin d'être remis en état, lacez vos chaussures et tentez d'organiser les gens autour de vous. Si vous êtes déçu par vos élus, achetez un cahier, rassemblez des signatures et présentez-vous à la prochaine élection. Montrez-vous. Jetez-vous à l'eau. Persévérez. Parfois vous gagnerez. Parfois vous perdrez. Supposer chez les autres un réservoir de bonté peut être risqué, et il y aura des moments où le processus vous décevra. Mais pour ceux d'entre nous qui ont eu la chance de participer à cette tâche, de la voir de près, laissez-moi vous dire qu'elle peut vous insuffler de l'énergie et vous inspirer. (...) »

Dernier discours présidentiel de Barack Obama dans *Le Monde* du 12/01/2017

# Le local, terre d'avenir pour la démocratie

Enraciné dans une tradition familiale démocrate chrétienne, Michel Canévet, maire de Plonéour-Lanvern, y a puisé les ressources qui le guident aujourd'hui : donner du sens à son engagement, se mettre au service des habitants, particulièrement ceux qui sont le plus en difficulté, rechercher les avis, se départir d'un excès de certitudes. Il a accepté de répondre à nos questions concernant l'impact de la mondialisation sur la vie de sa commune et la façon dont le bien commun est pris en compte à l'échelle locale.

## ● Responsables

**Vous êtes élu d'une commune bretonne. Comment mesurez-vous l'impact des enjeux internationaux, notamment de la vague néolibérale, sur la vie de votre collectivité ?**

**Michel Canévet.** Quand je suis devenu maire en 1992, l'un de mes premiers actes officiels fut de signer la charte de jumelage avec la commune de Llandibye, au Pays de Galles, aux racines celtes comme la Bretagne. J'ai délibérément placé mon mandat sous le signe de l'Europe. Au fronton de la mairie, le seul drapeau qui flotte est le drapeau européen. De bourg rural le siècle dernier, notre commune de 6 200 habitants est devenue une petite ville que l'on essaie d'ouvrir sur le monde. C'est pourquoi, depuis de nombreuses années, nous finançons le séjour de nos jeunes habitants à l'étranger, à travers le monde par une bourse mensuelle de 43 €. En décembre 2015, plusieurs jeunes sont venus témoigner de leur parcours à l'étranger devant les habitants intéressés.

Dans une commune où l'agriculture, l'agro-alimentaire et le tourisme constituent les activités principales,



Michel Canévet est maire de Plonéour-Lanvern (Finistère), sénateur UDI du Finistère et président de la communauté de communes du Haut-Pays Bigouden

*« Au fronton de la mairie, le seul drapeau qui flotte est le drapeau européen »*

l'ouverture au monde a modifié notre façon de vivre. L'agriculture est confrontée à une concurrence internationale qui entraîne, trop souvent une baisse des prix. Ces dernières années, ceux qui se sont installés en agriculture se sont plutôt tournés vers les circuits courts en maraîchage, fromages et produits d'origine céréalière : cela montre la cohabitation d'une agri-

culture capable d'approvisionner les industries agro-alimentaires de Bretagne mais pauvre en nombre d'actifs, avec des installations plutôt orientées sur le local.

L'ouverture sur le monde, on la connaît bien dans la mesure où le premier employeur de la commune, la conserverie Larzul, fait venir des langues de bœuf d'Argentine, pour commercialiser son produit phare sur lequel elle est leader national : la langue de bœuf sauce madère. Pour notre pays, l'excédent commercial issu des échanges agro-alimentaires permet à la France de réduire son déficit commercial extérieur, qui reste malgré tout autour de 50 milliards d'euros, et conduit à une crise de l'emploi.

Aujourd'hui, il est clair que la population se tourne de plus en plus vers l'international, parce que les

*« Depuis de nombreuses années, nous finançons le séjour de nos jeunes habitants à l'étranger, à travers le monde par une bourse mensuelle de 43 € »*

### **Des jeunes s'engagent !**

« (...) Et sans doute faut-il reconnaître que nos hommes politiques ne sont peut-être pas très différents de nous, et cherchent à satisfaire nos propres intérêts. Dans le siècle écoulé, des figures éminentes et discrètes comme Robert Schuman, Edmond Michelet et bien d'autres de sensibilités politiques différentes, ont montré toute la noblesse du service politique. Il faut aujourd'hui soutenir ceux qui sont prêts à s'engager dans cet esprit. À cet égard, le sérieux avec lequel un certain nombre de jeunes réfléchissent sur le sens du politique et se forment à l'engagement pour changer des choses en vue de l'intérêt général est un signe d'espérance dans ces temps de discrédit du politique. »

*Dans un monde qui change, retrouver le sens du politique, chapitre I, Conseil permanent de la Conférence des évêques de France, Bayard*

*« Des collectifs de citoyens tentent de sensibiliser la population aux risques divers dans une démarche nouvelle qui ne vient plus uniquement des pouvoirs publics »*

loisirs ont offert des possibilités de découverte d'autres pays, à des tarifs attractifs pour les déplacements. Cela ouvre aussi, dans une région touristique comme la mienne, vers l'accueil de visiteurs étrangers, intéressés par la préservation de nombreux espaces naturels, des paysages attractifs et une identité culturelle forte, ancrée dans le terroir.

#### ● Responsables

**Comment cette nouvelle donne a-t-elle des conséquences sur l'engagement des citoyens et des élus ?**

**M. C.** Chacun est aujourd'hui plus attentif à ce qui se passe dans son environnement. Ainsi, un collectif d'aide aux populations migrantes s'est installé sur la commune, dans des locaux mis à leur disposition, où sont stockés de nombreux dons de la population locale en vêtements, vivres. Sur diverses thématiques, par exemple l'implantation d'antennes pour les relais téléphoniques, le traité commercial dit TAFTA, ou le déploiement des compteurs Linky et Gazpar, des collectifs de citoyens tentent de sensibiliser la population aux risques divers. C'est assez nouveau comme démarche : elle ne vient plus uniquement des pouvoirs publics, qui sont par ailleurs souvent considérés comme pas assez pro-actifs sur ces questions.

#### ● Responsables

**Dans quelle mesure, faut-il « réinventer » une démocratie participative locale et citoyenne ?**

**M. C.** Celle-ci se pratique régulièrement, par la présentation publique de projets collectifs, comme lors d'aménagements urbains, ou la construction de nouveaux équipements. Ainsi, nous organisons plus régulièrement des réunions ou rencontres avec la population sur différentes thématiques locales : avec les anciens en établissement par la

## La profession de foi d'un élu

« Être chrétien, c'est ne pas s'enfermer dans l'immédiat, dans des lois ou des habitudes. C'est témoigner, par ses choix, de la vérité et de l'équité avec une attention constante aux plus pauvres. Si nous n'avons pas le courage de dénoncer les injustices et nous contentons de faire comme tout le monde, alors nous sommes comme le sel qui se dénature: inodores et sans saveur. Nous ne sommes pas seulement le sel mais « la lumière du monde » nous dit Jésus. Et Isaïe nous éclaire: « Partage ton pain avec celui qui a faim (...) alors ta lumière jaillira comme l'aurore ». La lumière, c'est un comportement qui « parle » de Dieu et de son amour. Ce que nous accomplissons de bien est lumière pour ceux qui le voient. Les belles paroles peuvent tromper, pas les actes. Je n'ai jamais étalé ma foi mais me suis efforcé de la vivre, avec l'aide aussi du MCC: il nous a permis, à ma femme et moi, de partager, entre chrétiens, sur les problèmes rencontrés, à l'appui de l'Évangile. Sans sel ni lumière, la vie est fade. De même quand il n'y a plus confiance, fraternité, ni projet commun: la vie perd son sens. Vivre ensemble dans une famille, un pays, nécessite une ambition et des projets, comme au sein d'un conseil municipal. C'est à chacun de nous de témoigner de la lumière qui vient de Dieu. Une lumière qui ne se satisfait pas d'arrangements. À quelques semaines des élections, la dimension politique est dénigrée du fait de dérives personnelles. Or la Politique, c'est l'organisation de la vie ensemble. Et tous ceux qui se servent du pouvoir sont les premiers responsables du détournement des objectifs à atteindre. La Bonne Nouvelle, c'est que Dieu a besoin de chacun pour que la vie ensemble soit respectueuse, fraternelle et que les plus faibles aient leur place ».

**JEAN-JACQUES RENAUD, MAIRE PS DE SERÉMANGE-ERZANGE DE 1983 À 2013, A TÉMOIGNÉ LORS DE LA JOURNÉE DE LA RÉGION ALSACE-LORRAINE-BOURGOGNE FRANCHE-COMTÉ DU 26 MARS**

présentation de diaporamas sur ce qui se passe dans la commune, par des événements comme les cérémonies de vœux, de commémorations patriotiques, d'informations des nouveaux habitants, de recours à des sites internet interactifs. Elle se manifeste sur des enjeux de société, même dépassant les frontières françaises, comme je viens de l'évoquer. Elle se traduit aussi par une vitalité associative forte, 2 à 3 nouvelles associations chaque année, pour en compter aujourd'hui près de 90, offrant le paradoxe d'activités multiples abordables à tous et, hélas, d'un engagement des adhérents limités: comme s'ils étaient avant tout des consommateurs d'activités, sans vouloir s'engager pour participer à la vie et diriger l'association. Or cette participation à la vie locale est indispensable, pour éviter le repli sur soi et des attitudes de

*« Nous organisons plus régulièrement des réunions ou rencontres avec la population sur différentes thématiques locales »*

simples consommateurs, pas assez acteurs de l'organisation de leurs loisirs. Dans ce sens, nous avons mis en place un conseil municipal des jeunes par exemple, élus dans des conditions analogues à l'officiel, ainsi que des visites en mairie et dans les institutions, des interventions auprès de groupes de jeunes. C'est par exemple par l'école que l'on a développé à partir des années 1990, la sensibilisation au tri sélectif des déchets. Ils ont appris les bons gestes à leurs parents.

### ● Responsables

**Comment articuler l'individualisme voire le repli sur soi avec le souci du bien commun ?**

**M. C.** Nous vivons dans un monde paradoxal ou l'on ressent bien la tendance au repli sur soi, qu'il ne faut pas confondre avec la recherche d'autonomie, légitime, des individus. Pour-

## Nous avons de la chance de vivre dans ce pays !

« Allons-nous continuer à nous désoler, à nous opposer, à ne plus croire à nos capacités, mais aussi à ne plus voir tout ce qui, le plus souvent silencieusement, fait de manière bonne et heureuse la vie de ce pays : le travail bien fait, la disponibilité auprès de ceux qui souffrent, la vie de famille... ? Il y a beaucoup de richesse cachée dans les cœurs, et de l'espoir qui vient de l'action de beaucoup. Et pour nous chrétiens, il y a l'invincible espérance que nous donne le Christ d'une lumière qui l'emporte sur toutes les obscurités. »

*Dans un monde qui change, retrouver le sens du politique, conclusion, Conseil permanent de la Conférence des évêques de France, Bayard*

## Un élu face à la défiance envers la classe politique

« Les affaires qui entachent certains responsables politiques ont des répercussions sur les 500 000 élus que compte notre pays qui, pour la plupart, sont bénévoles au service des autres et de leur collectivité. Leurs comportements doivent être exemplaires, en matière de respect de la loi et des comptes de la collectivité en évitant tout train de vie dispendieux dans l'exercice des fonctions. À titre personnel, quand je suis devenu sénateur en 2014, j'ai immédiatement cessé de percevoir les indemnités de maire et de président de la Communauté de communes du Haut-Pays Bigouden (soit 1000 €/mois pour chaque mandat) : afin que l'on ne considère pas que je cumule les fonctions, que j'exerçais depuis plusieurs années, pour cumuler les indemnités ».

**MICHEL CANÉVET,**  
MAIRE DE PLONÉOUR-LANVERN

*« Cette participation à la vie locale est indispensable, pour éviter le repli sur soi et des attitudes de simples consommateurs, pas assez acteurs de l'organisation de leurs loisirs »*

*« C'est par l'école que l'on a développé à partir des années 1990, la sensibilisation au tri sélectif des déchets. Les jeunes ont appris les bons gestes à leurs parents »*

tant, la vie en collectivité est ce qui caractérise, ou devrait caractériser, notre quotidien. Ainsi, on le voit bien en tant que maire avec les conflits de voisinage, qui figent les positions entre voisins jusqu'à l'hostilité réciproque. Et c'est vers le maire puis les tribunaux que l'on se retourne. Les jeunes veulent aussi leur autonomie, notamment en dé-cohabitant avec les parents. Dans notre politique de logement locatif public, nous sommes attentifs à permettre aux jeunes de disposer d'un logement, notamment lorsqu'arrive la vie en couple. C'est enfin de porter une priorité à l'école, en faisant en sorte que les moyens éducatifs soient suffisants.

● PROPOS RECUEILLIS  
PAR ROBERT MIGLIORINI

# Numériques et civiques !

Non les hommes et femmes politiques ne détiennent pas seuls le pouvoir et la capacité de transformer la société : partout en France des citoyens imaginent et mettent en pratique des actions porteuses de transformations individuelles et collectives à la faveur des nouvelles technologies. Avec eux, Armel Le Coz, un jeune entrepreneur, invente la démocratie de demain : numérique, horizontale, participative. *Responsables* a recueilli son témoignage.

## ● Responsables

**Vous êtes designer de formation, diplômé de l'École de design industriel de Nantes. Qu'est-ce qui vous a mené à vous intéresser au fonctionnement de notre démocratie et à la gestion des affaires citoyennes ?**

**Armel Le Coz.** Lors de mes études, j'ai réalisé que les principes du design pouvaient parfaitement s'appliquer à la construction des politiques publiques. Pourquoi en effet ne pas chercher à les rendre plus désirables et créatives, à essayer de mieux répondre aux besoins des usagers, c'est-à-dire des citoyens ? Il se trouve qu'à ce moment-là, j'ai eu l'occasion de travailler avec la 27<sup>e</sup> région, un laboratoire d'innovation qui propose de mieux comprendre les situations du point de vue des bénéficiaires visés, de les associer à des tests et des simulations et de réaliser des prototypes de solutions pouvant ultérieurement être déployées avec de meilleures chances de succès. Puis j'ai travaillé à la FING (Fondation internet nouvelle génération), un think tank qui aide les entreprises, les institutions et les territoires à anticiper les mutations liées aux technologies et à leurs usages. J'y ai rencontré une personne qui, forte d'une expérience en cabinet de lobbying, avait envie de créer un lobby de citoyens. Ensemble nous avons fondé Démocratie ouverte, un collectif citoyen indépendant qui agit pour



DR

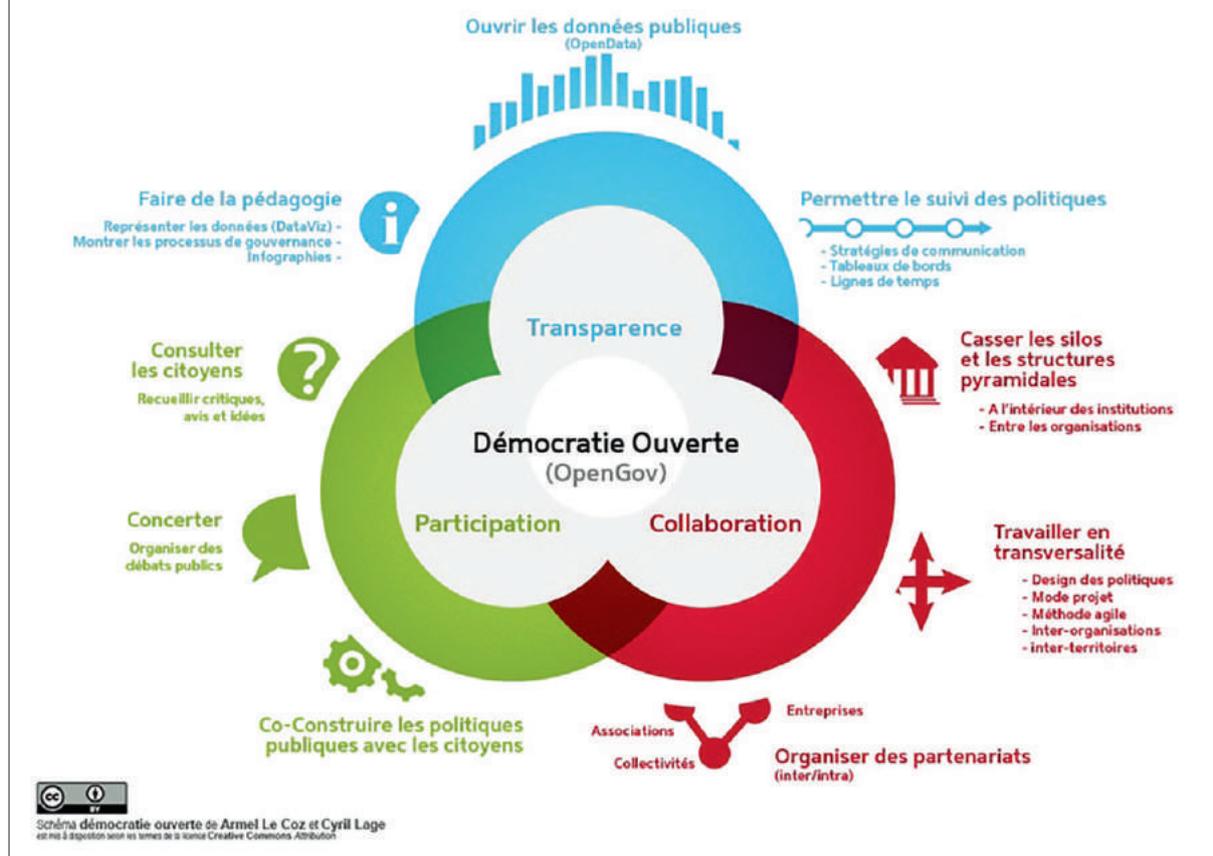
Armel Le Coz se présente comme designer et voyageur politique. Âgé de 32 ans, il a notamment fondé Démocratie ouverte

*« Les citoyens gagnent en pouvoir d'agir et les élus, en efficacité et en légitimité en leur proposant des outils et méthodes »*

faire advenir une société ouverte, plus transparente, participative et collaborative, en repérant, mettant en réseau et accompagnant les innovateurs démocratiques et initiatives citoyennes inédites. Nous incitons à la fois les citoyens à faire entendre leur voix et gagner en pouvoir d'agir, et les élus et administrations à gagner en efficacité et légitimité en leur proposant des outils et méthodes. Il s'agit de tester de nouvelles manières de faire de la politique en parallèle à l'action de la puissance publique !

## Comment améliorer la démocratie ?

Les valeurs d'une démocratie ouverte



### ● Responsables

**Pourquoi est-il nécessaire de faire de la politique autrement ? Quel est votre constat de départ en la matière ?**

**A. L. C.** L'étymologie nous enseigne que la « démocratie » incarne le pouvoir du peuple. On imagine des citoyens dotés d'un réel pouvoir d'agir et partie prenante des décisions publiques. Or nous le savons, nous vivons une crise démocratique : nous sommes loin de cet idéal démocratique. Il ne s'agit pas de promouvoir une démocratie directe mais bien d'améliorer le fonctionnement de notre système représentatif. Je suis convaincu que le numérique peut apporter une renaissance démocratique.

*« Il s'agit de tester de nouvelles manières de faire de la politique en parallèle à l'action de la puissance publique ! »*

Les conditions en France sont favorables : le niveau d'éducation est élevé, il existe une culture démocratique ancienne et partagée, il y a beaucoup de jeunes diplômés soucieux de l'intérêt général et désireux de construire le bien commun.

### ● Responsables

**Vous promouvez et accompagnez de nouvelles formes de mobilisation citoyenne. En quoi consistent-elles ?**

**A. L. C.** Prenons l'exemple de « Parlement & Citoyens », premier projet que j'ai porté au sein de Démocratie ouverte : son objectif est de mobiliser l'intelligence collective, de faire participer les citoyens à l'élaboration des lois et de permettre

aux parlementaires et citoyens de rechercher ensemble les solutions aux problèmes de notre pays. Il faut qu'il se passe quelque chose hors ligne ! Concrètement, à l'initiative de députés et sénateurs qui souhaitent associer les citoyens, chacun peut participer à la rédaction de la proposition de loi mais aussi soumettre des projets. Ces consultations en ligne sont un véritable anti 49-3 ! Elles n'ont rien de brutal et ont un caractère collaboratif...

Pour moi, le numérique donne du pouvoir car il dépasse la question du temps et de l'espace : chacun peut s'informer, se former, s'organiser avec d'autres citoyens et participer n'importe quand et depuis n'importe quel endroit connecté à internet. Il permet de penser global et d'agir local, ce qui est tout à fait pertinent dans les territoires. Il offre aussi la possibilité de s'auto-organiser, par le partage de documents et d'informations, l'utilisation des e-mails et le travail collectif. Par exemple, lorsque des citoyens veulent construire une

### Désamour n'est pas désintérêt

« Il est frappant de constater combien nos concitoyens aspirent, parfois confusément, à autre chose. Beaucoup se désolent de voir notre pays comme enlisé dans un état d'esprit qui ne permet pas de le voir retrouver élan et unité. Le désamour des Français pour la manière avec laquelle s'exerce la politique ne signifie pas pour autant un désintérêt pour les enjeux de la vie en société, mais plutôt l'aspiration à de nouvelles formes d'engagement citoyen. »

*Dans un monde qui change, retrouver le sens du politique, chapitre X, Conseil permanent de la Conférence des évêques de France, Bayard*

*« Je suis convaincu que le numérique peut apporter une renaissance démocratique »*

*« En France, il y a beaucoup de jeunes diplômés soucieux de l'intérêt général et désireux de construire le bien commun »*

éolienne, le numérique leur apportera de la formation (via les MOOC), du financement (participatif) et des outils d'organisation. Bref, autant de chances pour accélérer le projet et lui donner de l'ampleur.

#### ● Responsables

**Pensez-vous que ce renouveau est prometteur d'une nouvelle relation entre les citoyens-administrés et l'État, susceptible de raviver la flamme démocratique ?**

**A. L. C.** Deux logiques s'opposent actuellement au sein de notre modèle politique : celle de l'autoritarisme, incarnée par un chef qui décide, tranche et prétend agir pour l'intérêt général, de manière unilatérale et descendante, ou même, parfois, condescendante. Et celle de l'ouverture, de la répartition des pouvoirs entre le plus grand nombre. Cette voie nécessite une gestion collective de la complexité pour éviter l'écueil d'une démocratie où celui qui crierait le plus fort aurait raison et celui d'une participation citoyenne chronophage et inefficace qui aboutirait à un consensus mou : afin de réussir le pari de la mobilisation d'une intelligence collective dynamique. Le numérique fournit des outils à l'engagement et à l'organisation des citoyens.

#### ● Responsables

**Responsables. Ces nouvelles formes de mobilisation annoncent-elles selon vous une société basée sur le partage, visant le bien commun ?**

**A. L. C.** Je ne crois pas que les nouvelles technologies soient bonnes ou mauvaises en elles-mêmes. Tout dépend de l'usage que l'on en fait : cherche-t-on à outiller le citoyen ou à le manipuler ? Les deux sont possibles avec la technologie. Ce qui est important, c'est donc la volonté politique, la posture et les gages de confiance. Elles peuvent diffuser des contre-vérités comme on l'a vu

lors de la campagne présidentielle américaine et chercher prioritairement à exploiter les règles du jeu: par exemple, en soutirant des dons ou en vendant des données. Je ne crois pas non plus que le numérique améliore automatiquement les choses, ou ce serait de l'utopie. Ce qui est sûr en revanche, c'est qu'une transition démocratique se joue actuellement. Je pars d'ailleurs en « tournée citoyenne », dans le cadre du programme « Territoires hautement citoyens », à la découverte de territoires exemplaires et inspirants ayant réussi à libérer et mettre en mouvement les énergies citoyennes pour répondre localement aux défis sociaux, économiques et environnementaux. J'organise actuellement des rencontres entre élus, agents publics et innovateurs pour des échanges de bonnes pratiques. L'objectif de tous: favoriser l'implication des citoyens, les systèmes pair à pair, l'ouverture des données et des formats, le recours à l'intelligence collective et aux logiques de coopération, les logiques de biens communs.

● PROPOS RECUEILLIS PAR  
**MARIE-HÉLÈNE MASSUELLE**

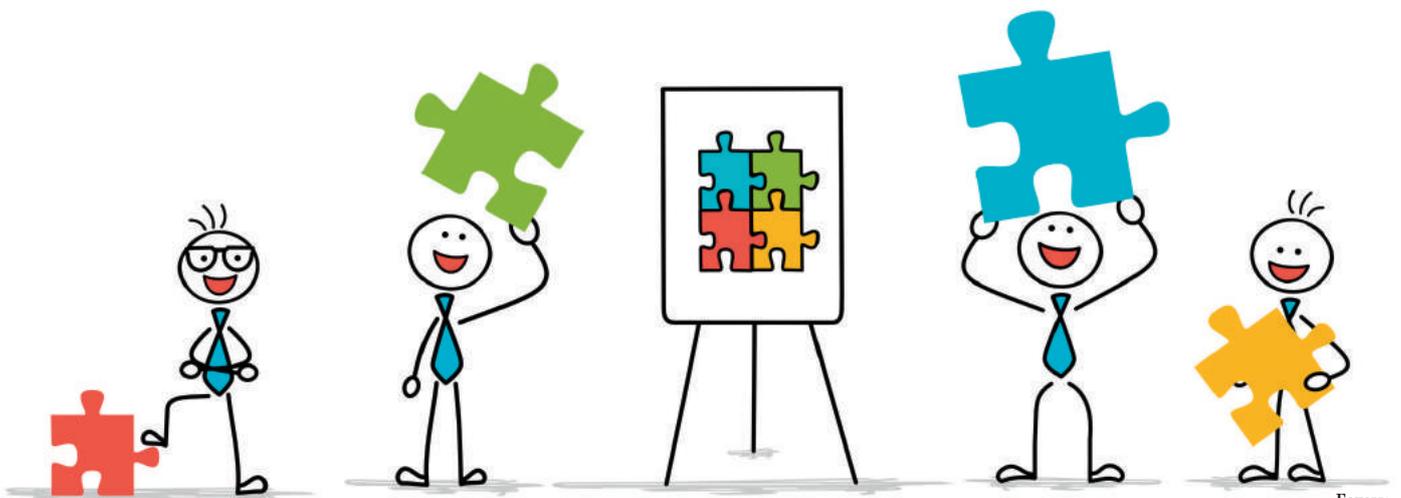
*« Ces consultations en ligne sont un véritable anti 49-3! Elles n'ont rien de brutal et ont un caractère collaboratif »*

### La participation des citoyens à l'élaboration de la loi, une réalité depuis 2016

« J'ai voulu mettre en place une méthode plus horizontale et plus ouverte ». Ainsi s'explique Axelle Lemaire, secrétaire d'État chargée du numérique jusqu'au 28 février dernier, à l'initiative de la loi n° 2016-1321 du 7 octobre 2016 pour une République numérique. Celle-ci organise la circulation des données et du savoir, la protection des citoyens dans la société numérique et l'accès de tous au numérique. Son mode d'élaboration, original et inédit, illustre ce que peut être une démocratie participative: au stade de l'avant-projet de loi, une consultation publique au travers d'une plateforme numérique de co-création a été lancée pour inviter les citoyens à « contribuer, améliorer ou commenter » le texte. Objectif atteint puisque cette plateforme a recueilli 8500 contributions et près de 150000 votes. Au final, cinq nouveaux articles ont été inspirés par les citoyens.

**MARIE-HÉLÈNE MASSUELLE**

[En savoir plus](#)



FOTOLIA

# L'avenir des jeunes en difficulté, « défi d'utilité publique »

En décembre dernier, la fondation Apprentis d'Auteuil a publié un livre blanc intitulé « Prendre le parti des jeunes ». Ce recueil de 20 propositions, élaboré avec les jeunes, s'adresse aussi bien aux décideurs du monde politique qu'aux citoyens qui ont envie d'agir concrètement pour faire bouger les lignes. Ce « petit bouquin d'utilité publique » aborde 4 thèmes : la famille, l'école, l'insertion socio-professionnelle et la société. Présentation par André Altmeyer, directeur général adjoint d'Apprentis d'Auteuil, qui a porté ce projet.

**E**n novembre 2011, dans la perspective de l'élection présidentielle de 2012, Apprentis d'Auteuil a publié un livre blanc intitulé « Plaidoyer pour la jeunesse en difficulté » pour interpeller les candidats à l'élection présidentielle sur l'urgence d'agir pour ces jeunes, sur le terrain éducatif notamment.

● **Le prolongement d'une démarche initiée il y a 5 ans**

« Prendre le parti des jeunes » s'inscrit dans la continuité de cette interpellation, Apprentis d'Auteuil ayant vocation à prendre part au débat public à partir de son expérience d'acteur de terrain. Mais l'originalité de ce livre blanc réside dans sa co-construction avec les jeunes concernés, leurs familles, leurs éducateurs et les parties-prenantes impliquées dans leur projet éducatif. 350 contributeurs directs ont œuvré à la réalisation de l'ouvrage et plus de 2000 ont répondu à un questionnaire en ligne. C'est sans doute ce qui fait son authenticité.

*« L'originalité de ce livre blanc réside dans sa co-construction avec les jeunes concernés, leurs familles, leurs éducateurs »*



DR

Philosophe de formation, André Altmeyer est directeur général adjoint d'Apprentis d'Auteuil, en charge du développement et de la stratégie

● **Un discours ancré dans une réalité concrète**

Le livre blanc a été construit en recueillant les constats formulés par les jeunes, portés par les convictions d'Apprentis d'Auteuil et mis en perspective dans une série de 20 propo-

sitions concrètes. Il s'agissait d'être vraiment à l'écoute des jeunes, d'accueillir leurs joies, leurs « coups de gueule » aussi et leurs aspirations. Ils ont réfléchi et exprimé clairement ce qu'ils veulent pour le monde de demain. Les échanges ont été organisés de façon à leur permettre une liberté de parole dans un climat de confiance, ce qui ne s'improvise pas. Cet ouvrage dit les vrais besoins des jeunes aux décideurs politiques et peut permettre de construire un projet conçu avec ceux qui seront directement concernés.



#### **Des attentes fortes**

Leur vision s'est révélée lucide, réaliste et aussi remplie d'espérance. Ils réclament plus de confiance de la part des adultes. Ils attendent aussi que les adultes les aident davantage à révéler leurs potentialités, à faire grandir leurs talents. Ils savent aussi nommer leurs fragilités et reconnaître leurs failles, là où nous autres

*« Il s'agissait vraiment à l'écoute des jeunes, d'accueillir leurs joies, leurs « coups de gueule » aussi et leurs aspirations »*

adultes n'en sommes pas toujours capables.



#### **Des propositions à diffuser**

Le livre blanc a été présenté à la presse le 7 décembre dernier et a recueilli un bon écho auprès des médias nationaux. Sur la thématique très sensible des jeunes qui sortent du statut de Protection de l'enfance en danger, les médias ont notamment été très à l'écoute ; un reportage a eu lieu au 20h de TF1. *Prendre le parti des jeunes* est disponible en librairie (Éditions de l'Atelier) depuis le 2 mars. La diffusion du livre sera accompagnée d'une opération de relations presse. Une plateforme digitale est déployée pour découvrir l'ouvrage, mais aussi soutenir les propositions et interpeller directement les candidats : [www.jeunesse2017.fr](http://www.jeunesse2017.fr). Les jeunes et leurs familles apportent un soutien fort à toute la démarche. L'objectif est d'avoir un écho auprès des politiques et d'entrer en contact avec les candidats à la présidentielle et aux législatives et leurs équipes de campagne pour alimenter leurs programmes avec des propositions élaborées avec ceux qu'elles visent. Les jeunes attendent la mise en place d'un contrat éducatif et que cela soit élaboré, sous l'impulsion des pouvoirs publics, à partir d'un échange avec toutes les parties prenantes, un « Grenelle de l'éducation » en quelque sorte.



#### **Une suite à préparer**

Apprentis d'Auteuil travaille aussi ses réseaux de proximité un peu partout dans les régions de France, notamment dans la perspective des législatives de juin prochain. Ce livre blanc est une étape et pas une fin. L'idée est de travailler dans la durée avec d'autres acteurs, en dépassant les échéances électorales prochaines.

### **Une éducation qui ouvre à l'universel**

« (...) il ne suffit pas de regarder notre société et de reconnaître qu'elle est devenue plurielle : il est nécessaire de s'interroger sur la crise que traverse depuis plusieurs décennies notre système éducatif. La famille, en tant que premier lieu d'éducation, a vocation à ne pas enfermer l'enfant et à lui donner les premiers éléments de son entrée dans une communauté humaine toujours plus vaste que son milieu d'origine. Cette œuvre éducative n'est pas achevée par la famille : elle se poursuit jusqu'à l'âge adulte grâce à l'école, lieu par excellence de socialisation et d'exorcisation de la violence. Mais la tâche éducative va plus loin : au-delà de la nécessaire transmission des savoirs et de la non moins nécessaire acquisition des compétences, elle se doit d'ouvrir les jeunes à l'universel par la culture, seule en mesure de rendre possible le dialogue entre les cultures. »

*Dans un monde qui change, retrouver le sens du politique, chapitre VI, Conseil permanent de la Conférence des évêques de France, Bayard*



Rido/Foroia

Pour notre fondation Apprentis d'Auteuil cette démarche coopérative avec les jeunes, les familles, la communauté éducative, les partenaires, crée une dynamique dont nous pressentons la force de vie qu'elle va permettre de déployer. Nous portons une responsabilité vis-à-vis des jeunes engagés dans la démarche et nous devons tenir nos engagements. Une feuille de route se dessine pour les années à venir. Un appel est lancé pour construire un pacte éducatif en alliance avec les jeunes et les familles, les pouvoirs publics, les entreprises et les associations.



#### **Des actes simples pour soutenir la démarche**

Sur le site internet : [jeunesse2017.fr](http://jeunesse2017.fr), il est possible de voter et de s'engager

*« Ils savent nommer leurs fragilités et reconnaître leurs failles, là où nous autres adultes n'en sommes pas toujours capables »*

sur une mesure, pour interpeller les candidats aux futures élections. Nous vous invitons aussi à vous procurer notre livre-plaidoyer. Lisez-le, les jeunes stimuleront votre espérance et votre engagement.

● **ANDRÉ ALTMAYER**

#### **Apprentis d'Auteuil**

Fondation catholique reconnue d'utilité publique, Apprentis d'Auteuil accompagne plus de 25 000 jeunes en difficulté à travers des programmes d'accueil, d'éducation, de formation et d'insertion, ainsi que 6 000 familles fragilisées dans leurs missions éducatives.

# Le travail, notre bien commun

À l'heure où la fonction et le sens du travail reviennent au cœur du débat politique, la lecture de l'encyclique *Laudato si'* invite à renouveler la réflexion : dans le cadre de « l'écologie intégrale » qu'elle promeut, le travail participe du soin à donner à la Création et à toute société humaine. Il fait partie intégrante de la manière dont chacun exerce sa responsabilité vis-à-vis de l'environnement et de la famille humaine. Pour Pierre Martinot-Lagarde<sup>1</sup>, cette dimension, implicite dans le texte, donne pleine justification à l'insistance du pape sur le plein emploi. Il en explore cet aspect pour *Responsables*.

<sup>1</sup> Les opinions exprimées ici sont celles de leur auteur, et ne reflètent pas les positions du Bureau International du Travail.

L'éthique du travail, au sens individuel et social, est un bras de levier important de la doctrine sociale. En 1891, la première encyclique place l'accent sur les changements liés pour partie à la révolution industrielle.

## ● Un basculement de civilisation

Près de 125 ans après *Rerum Novarum*, le contexte a changé. Si le changement climatique est effectivement le point de départ de la nouvelle encyclique, il fait partie d'un mouvement qui englobe d'autres facteurs : la quatrième révolution industrielle, l'essor de la technologie, le développement de la robotisation, la création d'un artefact qui interdit de penser aujourd'hui la nature sans la main de l'homme, l'urbanisation importante, la croissance démographique qui fait que dans certains pays, plus de la moitié de la population a moins de vingt ans. Dès lors, la question du changement climatique n'est pas la partie émergée d'un iceberg, elle est partie intégrante d'un basculement de civili-

« *Passer de l'extériorité au soin, c'est quitter le bâton de berger, pour prendre le râteau du jardinier, qui prépare la terre, l'ensemence, et fait grandir* »



DR

Pierre Martinot-Lagarde, jésuite, est conseiller spécial pour les questions socio-religieuses au Bureau international du Travail à Genève (BIT)

sation. Les chocs et les fragmentations des paysages politiques apparaissent dès lors comme les limites, plutôt les *limes*, d'un monde ancien que l'on ne peut quitter sans deuil et sans douleur.

## ● Le travail objet et sujet de transformation

Dans cette perspective, le travail et l'activité humaine, ainsi que leurs trans-

formations, ne sont pas simplement les conséquences d'un mouvement qui prendrait racine en amont, ils ont aussi partie liée avec le changement et la transformation. Dans l'agriculture, dans l'industrie et les services, tout bouge. Dans le meilleur des cas, on pourrait dire que la main de l'homme, et maintenant son cerveau, ont un prolongement évident. C'est l'interprétation positive de ce mouvement. En négatif, on peut dire aussi, « ils » nous ont pris notre force de travail, « ils » vont maintenant nous prendre jusqu'à notre cerveau. C'est entre ces deux extrêmes que le pape François nous invite à faire un double choix.



#### **Prendre soin de notre maison commune**

D'une part, passer de la domination, de l'extériorité, au soin de ce monde et de notre monde vivant. C'est un changement d'attitude profond. L'évangile joue souvent sur les métaphores, d'un côté celle du pasteur et du berger, de l'autre celle du jardinier et de l'agriculteur. Passer de l'extériorité au soin, c'est quitter le bâton de berger, et ce qu'il peut signifier de toute-puissance sur les bêtes, jusqu'à la vie et la mort, pour prendre le râteau du jardinier, qui prépare la terre, l'ensemence, et fait grandir tout en accueillant l'éveil de la vie. C'est aussi inversement refuser les labours profonds, les engrais et les pesticides, pour privilégier une agriculture plus douce, respectueuse des sols et des espèces et ainsi retrouver dans le travail des champs la douceur du pasteur qui connaît ses brebis et que les brebis connaissent.



#### **La responsabilité de chacun pour tous**

D'autre part, et c'est un corollaire, il ne peut y avoir de « eux » et de « nous ». La responsabilité de ce soin de la terre et du monde ne peut être

## **Le chômage atteint souvent plusieurs générations**

« (...) le travail n'est plus autant protecteur que par le passé, et il n'est plus rare de trouver des familles qui connaissent le chômage depuis deux ou trois générations, avec toutes les conséquences que l'on peut imaginer. Les systèmes d'assurance, de sécurité sociale, d'indemnisation montrent leurs limites. Même les repères simples de la vie en société sont chahutés. C'est, par exemple, la disparition dans les villages des services de proximité, épicerie, bureau de poste, médecin, curé... »

*Dans un monde qui change, retrouver le sens du politique, chapitre IV, Conseil permanent de la Conférence des évêques de France, Bayard*

celle d'un petit nombre, qui pense et qui agit, quand d'autres exécutent et vendent leurs bras et leurs cerveaux, d'un petit nombre qui possède, ordonne et amasse quand d'autres n'ont pas de voix, pas de toit, pas de terre et pas de travail. Les deux dimensions du soin de la nature et du monde et de celui de nos sociétés sont coextensives. Elles fonctionnent ensemble. Il ne peut y avoir d'un côté ceux qui produisent, dans l'économie soi-disant réelle, des biens et des services, et donc peuvent consommer librement, alors que d'autres n'ayant pas accès à la production, ne sont que des « parasites » qui consomment la richesse et la valeur ajoutée. Le plein-emploi est pensable si on pense ensemble le soin de la nature et celui de nos sociétés.



#### **Réfléchir à notre manière de compter...**

Les deux soins, de la nature et de l'homme, doivent être coextensifs dans la valeur qu'on leur attribue dès leur conception jusque dans nos systèmes comptables, dans leur développement et leur mise en place, et dans leur évaluation. Sur la valeur, il faut réfléchir à nos cultures : à ces métiers que l'on place spontanément du côté

*« Les deux dimensions du soin de la nature et de celui de nos sociétés sont coextensives »*

du plus, de l'innovation, de la production, et à ceux que l'on dévalorise car ils sont fortement marqués par la réparation d'un dommage comme la gestion des déchets, et bientôt même la santé pour les plus faibles. Il faut réfléchir à nos manières de compter: qu'est-ce qu'une valeur ajoutée, un investissement, une dépense, une externalité? De sorte que, au moment d'investir, de faire des choix pour le futur, on en arrive à privilégier le soin et la préservation, plutôt que le transitoire ou l'élimination. Et que cela se fasse naturellement.

**« Le plein-emploi est pensable si on pense ensemble le soin de la nature et celui de nos sociétés »**

est un élément essentiel à la dignité de tout homme force à regarder les choses autrement. On peut se demander dans quels secteurs l'emploi peut et doit se développer: la santé, l'éducation, la transition énergétique; mais aussi comment et sur quels territoires on peut faire naître et entretenir des dynamiques vertueuses. C'est peut-être en sortant véritablement de la logique de la consommation et du déchet et en mettant définitivement l'accent sur le service que l'on sortira aussi de la logique tant disputée depuis la révolution industrielle. Celle-ci a trop fait « du travail une marchandise »<sup>1</sup>, tout en affirmant qu'il ne devait pas l'être. Le travail est un soin, de l'homme et de la nature. Ainsi, la nature aussi ne sera pas une marchandise, et il y aura place pour tous, et pour tout homme.

● **Accroître les opportunités de travail**  
L'écologie intégrale implique donc une véritable conversion qui doit poindre aussi dans le domaine du travail et de l'emploi. Elle pourrait même en être un bras de levier important du changement à venir. Aujourd'hui, deux milliards d'individus, de gré ou de force, n'ont pas accès au marché de l'emploi. 1,5 milliards d'individus ne connaissent que le travail précaire. Dire, et répéter, qu'un travail décent

● **PIERRE MARTINOT-LAGARDE**

<sup>1</sup> L'expression figure en négatif, « le travail n'est pas une marchandise », dans K. Polanyi, *La grande transformation*, dans l'encyclique *Quadragesimo anno*, et dans la « Déclaration de Philadelphie » de l'OIT.

## À propos du revenu universel

À l'heure où le débat s'installe, il est important de souligner la place du travail dans la construction de l'être humain. Rien ne remplace la satisfaction du travail bien fait, de la contribution à une œuvre commune, du service rendu et dûment rémunéré, et ce, sans nier les dérives (travail forcé, pénible, emplois vécus avant tout comme un gagne-pain, souffrances relationnelles). Parce qu'elle relativise la notion de travail, la proposition de revenu universel est questionnable. Bien entendu, assurer aux plus pauvres une allocation d'existence doit rester un des fondements de nos sociétés. Mais la CGT par la voix de son secrétaire général Philippe Martinez a raison de souligner que « le travail est structurant dans la vie », et de poursuivre en disant qu'« on voit bien combien les chômeurs souffrent ». Les transformations s'accroissent. Si de nouveaux métiers apparaissent dans l'économie digitale, le conseil ou l'uber-économie, les besoins restent nombreux dans les métiers traditionnels (enseignement, professions administratives et financières, métiers du soin, etc.). La forme change aussi: lignes hiérarchiques écrasées, travail à domicile, co-working, travail en réseau, avec une plus grande responsabilisation de chacun dans un contexte où les durées d'emploi seront plus courtes et où les compétences développées permettront de surmonter les ruptures des parcours professionnels. Le travail n'est pas mort; au contraire, il reste plus que jamais constitutif de la construction de chaque personne lui permettant de contribuer à sa manière à la société à laquelle il appartient. C'est notre conviction de cadres au MCC: nos métiers, nos responsabilités professionnelles sont partie intégrante de nos vies, de notre vie de foi. Tout est lié. C'est l'essence même de notre spiritualité.

**PATRICIA LORMEAU, RESPONSABLE NATIONALE**

# Une méthode pour établir la cohésion

Gilles Le Cardinal a mis au point, avec son équipe de recherche, des méthodes efficaces permettant d'accélérer et de sécuriser la coopération dans les projets complexes qui favorise la construction de la confiance : cet outil de management invitant les hommes, en entreprise ou dans la société, à coopérer pour réussir, est basé en premier lieu sur l'écoute des logiques qui animent chacun. Comment amener les différents acteurs à servir le bien commun ? Gilles Le Cardinal répond à nos questions.

## ● Responsables

**Vous avez développé une méthodologie qui permet de faire participer activement et coopérer durablement différents acteurs impliqués dans un projet complexe. Comment inventer ensemble des solutions satisfaisantes pour tous ?**

**Gilles Le Cardinal.** Dans la méthode baptisée Pat-Miroir© à laquelle mon équipe de recherche est parvenue en travaillant sur la construction de la confiance, nous avons intégré six règles essentielles de la coopération qui sont trop peu connues (cf. encadré). La règle 5 qui consiste à modéliser les interactions entre les différents acteurs, est souvent escamotée parce qu'on ne sait pas comment s'y prendre. On se contente souvent d'une liste de tâches à accomplir associée à un planning : c'est insuffisant car ne sont pas prises en compte les interactions, source des vraies difficultés.

La grande clé de la coopération consiste à modéliser les interactions, par les peurs, les attraites et les tentations (les PAT) que peuvent ressentir tous les acteurs d'un projet complexe. Il est très éclairant de faire ensemble l'inventaire de ces trois ressentis en

*« La clé de la coopération consiste à modéliser les interactions, par les peurs, attraites et tentations (les PAT) ressentis par les acteurs d'un projet complexe »*



DR

Gilles Le Cardinal, professeur émérite à l'UTC, a co-développé la méthode PAT-Miroir©.

Il a publié *Construire la confiance : la PAT-Miroir attitude*

rajoutant le mot « possibles » qui libère la parole en ouvrant ainsi la possibilité de se tromper comme d'être créatif. Réalisé sous forme d'ateliers de créativité par tous les acteurs, ce travail constitue un inventaire à la « Prévert » de la situation. Un classement général, établi par la moyenne des notes que chacun est appelé à donner à tous les énoncés, permet ensuite de les structurer par ordre d'importance en thèmes

## Tableau des règles essentielles de la coopération durable

1. Énoncer clairement, avec la participation de tous les acteurs, la finalité commune.
2. Faire l'inventaire des objectifs de tous les acteurs qui sont engagés dans le projet.
3. Échanger les informations pertinentes, c'est-à-dire les informations détenues par un seul acteur et utiles aux autres.
4. Échanger sur les méthodes, les techniques, les expertises de chaque équipier qui se doit de tenir les autres au courant, en temps réel, de leurs mises en œuvre.
5. Modéliser les interactions entre les acteurs pour construire une représentation commune du projet et de son contexte qui constituera le tableau de bord du projet.
6. Co-construire un programme d'actions en combinant les cinq règles précédentes.

et sous-thèmes. Le groupe de travail co-construit ainsi une représentation commune, véritable tableau de bord du projet et pose un diagnostic de la dangerosité des sous-thèmes où il y a blocage (les peurs dominent), conflit (les tentations l'emportent), ou crise (les attraits sont faibles).

### Le compromis ou la recherche, ensemble, d'une solution

« Le problème bien sûr, c'est que le compromis, s'il est souvent un moindre mal qui permet malgré tout à l'immense majorité de vivre ensemble, est aussi perçu par les uns ou les autres, comme une solution insatisfaisante, allant trop ou pas assez loin, à mille lieux de l'affirmation d'une cause pure, et porteur de nouveaux affrontements. Le compromis, toujours suspecté de compromission, est ainsi ce qui, aux yeux de certains, contribue à dévaluer le politique. C'est mal comprendre ce que doit être véritablement le compromis, tâche indispensable et particulièrement noble du débat politique. Le vrai compromis est plus qu'un entre-deux, simple résultat d'un rapport de force. C'est, à partir de positions différentes, entrer dans un vrai dialogue où on ne cherche pas à prendre le dessus mais à construire ensemble quelque chose d'autre, où personne ne se renie, mais qui conduit forcément à quelque chose de différent des positions du départ. Ce ne doit pas être une confrontation de vérités, mais une recherche ensemble, en vérité. »

*Dans un monde qui change, retrouver le sens du politique, chapitre VIII, Conseil permanent de la Conférence des évêques de France, Bayard*

### ● Responsables

#### Comment passer du diagnostic aux décisions à prendre ?

**G. L. C.** Ce passage est particulièrement facilité en procédant de la manière logique suivante :

- d'une peur, le groupe de travail va nommer le danger qu'elle signale et en déduire les précautions à prendre, ce qui va conduire au management des risques du projet ;

- d'un attrait, le groupe va préciser l'objectif à atteindre et en déduire les moyens et les stratégies à mettre en œuvre pour l'atteindre, ce qui va constituer le management des objectifs ;

- d'une tentation, le groupe va nommer la valeur qui est transgressée et en déduire les bonnes pratiques qui la respecteraient constituant ainsi le management de l'éthique relationnelle du projet.

Nous avons créé trois outils, « Diapason express », « Diapason » et « PAT-Miroir », qui mettent en œuvre ce principe en prenant en compte respectivement un, deux et jusqu'à six points de vue et produisant respectivement 12, 24, et plusieurs centaines de préconisations.

La démarche proposée, que nous appelons « la PAT-Miroir Attitude », est un puissant constructeur de la confiance des acteurs. En effet, si chacun a moins peur grâce aux pré-

cautions prises, si les tentations sont clairement identifiées et remplacées par les bonnes pratiques et enfin si l'équipe a trouvé les moyens d'atteindre tous les objectifs, les équi-piers vont avoir plus confiance les uns dans les autres ainsi que dans la réussite du projet.

#### ● Responsables

**Pouvez-vous nous donner quelques exemples d'applications récentes de ces démarches ?**

**G. L. C.** Parmi les 600 applications réalisées, voici quelques exemples : « Diapason express » a été utilisé pendant l'heure de vie de classe dans plusieurs lycées pour construire les règles du vivre ensemble. « Diapason », appliqué dans une dizaine d'hôpitaux, a permis de formuler des recommandations pour une annonce ajustée d'une maladie grave à un patient. « PAT-Miroir », en trois jours, a permis d'opérer la fusion de deux PME opérant la même activité dans deux régions différentes. Les peurs de licenciement et du changement de rémunération des agents commerciaux étaient palpables. La méthode a abouti à l'extension du service export et a donné lieu à une embauche.

#### ● Responsables

**Et dans le champ de la société, de la vie de la cité ?**

**G. L. C.** Nous avons en effet mis en œuvre une nouvelle forme de démocratie participative sur le délicat problème de « la fin de vie à domicile ». Nous avons organisé cinq soirées citoyennes dans les principales villes de Picardie en demandant aux participants d'énoncer leurs peurs, attraites et tentations possibles, en se mettant successivement à la place du corps médical, de la famille proche et de la personne en fin de vie. Nous avons ainsi recueilli plus de 1450 PAT et 25 % des participants aux réunions ont noté les énoncés par inter-

*« Le mot  
« possible »  
libère la  
parole en  
ouvrant la  
possibilité de  
se tromper  
comme d'être  
créatif »*

net, preuve de leur intérêt pour la démarche. Ces données ont été synthétisées par « l'Espace Éthique de Picardie » en une cinquantaine de propositions précises, puis transmises au ministre chargé de la Santé qui a apprécié cette contribution majeure à l'écriture de la loi. Tout projet de loi ne pourrait-il pas faire l'objet d'une telle délibération citoyenne ?

● PROPOS RECUEILLIS PAR  
MARIE-HÉLÈNE MASSUELLE

### Le dialogue avec les citoyens pour relégitimer l'action politique

« Cette crise du politique, n'est-elle pas avant tout une crise de la parole ? Nous savons que c'est la confiance dans la parole donnée qui permet que s'élabore une vie en société, c'est le fait que l'on privilégie des lieux – sous des formes diverses – de parole citoyenne, d'échanges, de concertation, de médiation, etc. qui peut redonner ses lettres de crédit au politique. La parole permet aux hommes de se dire les uns aux autres ce qui a du prix pour eux. Il n'y a pas de projet durable qu'élaboré dans un rapport de dialogue. La politique est donc un lieu essentiel de l'exercice de la parole. Là où le conflit n'est pas dit, là où la vérité est transformée ou cachée, là risque d'apparaître la violence. Le débat est ce lieu privilégié où des affirmations diverses, parfois adverses, sont travaillées les unes par les autres. Des positions se transforment, deviennent conscientes d'elles-mêmes. Dès lors, tout ce qui pervertit la parole, le mensonge, la corruption, les promesses non tenues ont des conséquences très lourdes. Et nous en sommes là aujourd'hui. Entre le « ras-le-bol » de ceux qui n'y croient plus et se désintéressent de la vie publique, et ceux qui, pleins de colère, veulent renverser la table et se tourner vers les extrêmes, la marge de manœuvre est de plus en plus étroite pour relégitimer la parole publique. »

*Dans un monde qui change, retrouver le sens du politique, chapitre VIII, Conseil permanent de la Conférence des évêques de France, Bayard*

# « Bien commun et bien personnel, c'est tout un ! »

Que signifie la notion de bien commun ? Qu'est-ce qu'il est ? Qu'est-ce qu'il n'est pas ? Est-il la somme de ce qui est bien pour chacun ? Dès lors, comment passer, dans notre vote, de l'intérêt particulier au bien commun, et articuler le « je » et le « nous », comme nous y invitent les évêques de la CEF ([Retrouver le sens du politique, p.49](#)). Le spécialiste de théologie morale sociale Luc Dubrulle, pour qui « la doctrine sociale de l'Église, c'est l'Évangile continué », nous éclaire.

**D**ans *Caritas in veritate* (n° 7), Benoît XVI définissait le bien commun comme le bien du « nous-tous ». Et le pape François, s'appuyant sur Paul VI en parle comme cet ensemble de conditions sociales permettant le développement humain intégral, c'est-à-dire de chaque homme et de tous les hommes.

● **La préoccupation commune du meilleur bien de chacun**

Le bien public est souvent compris comme ce qui appartient en commun à tous, et qui de ce fait, ne peut

*« Quand un membre de la cité souffre, il souffre lui-même ; et quand un autre se libère et grandit, c'est tous qui croissent »*



DR

Le père Luc Dubrulle est président-recteur délégué de l'université catholique de Lille et aumônier d'équipe MCC à Arras. Il est co-auteur de *Notre bien commun* (2015, Atelier)

## L'espérance chrétienne est aussi collective

« (...) Tout simplement, parce que les catholiques, citoyens à part entière, qui vivent eux aussi ces transformations au milieu de leurs contemporains, ne peuvent se désintéresser de ce qui touche à la vie en société, la dignité et l'avenir de l'homme. Si dans la tradition judéo-chrétienne, Dieu appelle tout homme par son nom, ce n'est jamais en tant qu'individu isolé, mais c'est toujours comme membre d'un peuple et pour l'ensemble de ce peuple auquel il est renvoyé. L'espérance chrétienne n'est donc pas seulement individuelle, elle est aussi collective. »

*Dans un monde qui change, retrouver le sens du politique, introduction, Conseil permanent de la Conférence des évêques de France, Bayard*

faire l'objet d'une appropriation personnelle : il peut recouvrir ce qu'on nomme parfois les communs, ou encore les biens communs. L'intérêt général peut désigner l'intérêt du plus grand nombre, de la majorité. Quand on parle de bien commun au singulier, on veut désigner cette préoccupation commune du meilleur bien de chacun sans laisser aucune personne sur le bord de la route, préoccupation qui se traduit notamment dans l'existence d'institutions politiques. Le bien commun est ordonné à l'être des personnes.

●  
**Le bien de chacun comprend le bien des autres**

Le souci du bien commun n'est pas à comprendre comme un sacrifice du bien personnel. Si l'on pensait cela, c'est que l'on se tromperait sur ce en quoi consiste effectivement le bien d'une personne. En fait, on considèrerait simplement l'individu indépendamment de ses relations à autrui et de sa vraie réalisation. On réduirait la personne à l'individu autocentré. Or, ce qui distingue l'individu de la personne est que cette dernière n'existe justement qu'en relation à autrui et à tout autrui. Sans autre, pas de personne ! De sorte que le bien commun défini comme le bien de la communion des personnes est non seulement essentiel au bien personnel mais il y est inclus et le comprend. En effet, le bien commun inclut le bien de chaque personne puisqu'il y est même ordonné. Et réciproquement, dans la mesure où la personne n'est telle qu'en communion à autrui, son propre bien comprend le bien des autres.

●  
**En famille**

L'expérience conjugale et familiale l'atteste d'ailleurs au quotidien. Un conjoint tire aussi sa joie et son accomplissement du bien de l'autre. Se marier n'est finalement rien d'autre que de lier son bien à celui d'un autre et de concevoir le sien dans le bien de la communion du couple. Que le divorce soit justement expérimenté comme une déchirure identitaire atteste bien a contrario ce qui se joue dans le mariage. L'être-en-communion est la véritable identité de la personne. Cela se vérifie notamment dans les relations enfants-parents et parents-enfants. Les enfants tirent leur source, ainsi qu'une part de leur identité, de la communion conjugale dont ils sont les fruits. Et tout au long de leur vie, et quelles qu'en soient

*« Le souci du bien commun n'est pas à comprendre comme un sacrifice du bien personnel »*

## Sur l'intérêt général, le bien commun

« La crise de la politique est d'abord une crise de confiance envers ceux qui sont chargés de veiller au bien commun et à l'intérêt général ». « Notre société, et plus largement toute vie en commun, ne peut pourtant pas se passer du politique. Le politique précède la politique, il ne se résume pas à sa mise en application. » « Mais ce qui doit fonder cet exercice c'est le politique, la recherche du bien commun et de l'intérêt général qui doit trouver son fondement dans un véritable débat sur des valeurs et des orientations partagées. » ([chapitre I](#))

« Le bien commun semble difficile à dessiner et plus encore les moyens pour s'en rapprocher. » « Le contrat social, le contrat républicain permettant de vivre ensemble sur le sol du territoire national ne semble donc plus aller de soi. » ([chapitre III](#))

« Il convient donc pour l'avenir de notre société de redéfinir ce que c'est d'être citoyen français, et de promouvoir une manière d'être ensemble qui fasse sens. En d'autres termes, comment gérer la diversité dans notre société ? » ([chapitre V](#))

« Dans les débats, parfois compliqués, de notre société, dire clairement ce qui semble bon pour la vie en commun est une responsabilité de chacun. » ([chapitre VIII](#))

« La laïcité de l'État est un cadre juridique qui doit permettre à tous, croyants de toutes religions et non-croyants, de vivre ensemble. » ([chapitre IX](#))

« Notre pays est généreux mais il est en attente. Il est par exemple l'un des pays européens où la vie associative est la plus développée. Il a en son sein des capacités et des énergies qui voudraient pouvoir se libérer et se mettre au service de l'intérêt général. » ([chapitre X](#))

les difficultés, les parents sont aussi constitués par ce que leurs enfants deviennent : cela fait partie de leur propre vie. Bien commun familial et bien personnel, c'est tout un !

●  
**Dans la vie sociale**

Cette expérience familiale est exemplaire quant à la vie sociale. Imaginons que nous vivions les relations sociales, économiques et politiques à la manière dont nous vivons les relations familiales, dans la même relation entre bien commun et bien personnel.

Le bon citoyen se comprend comme une personne dont le propre bien est lié aux biens des autres et de tous les autres de la cité. Quand un membre de la cité souffre, il souffre lui-même ; et quand un autre se libère et grandit, c'est tous qui croissent. Le bien commun, c'est le bien de toute la famille humaine, normalement préoccupée d'entretenir un patrimoine favorable à la vie des générations à venir.

● **Par le vote intégrer le bien de tous à notre propre bien**

Nous pouvons devenir de plus en plus des personnes politiques, qui intègrent le bien de tous les hommes et femmes de la cité à leur propre bien. Du coup, le bon vote politique n'est pas celui en faveur d'un programme qui favorise notre bien particulier, mais envers celui qui offre les meilleures garanties des conditions du bien commun, c'est-à-dire du développement humain intégral de chaque homme et de tous les hommes. Ici comme souvent, la préoccupation des pauvres est le lieu-test de cette orientation. Dans la concep-

*« Le bon vote doit offrir les meilleures garanties des conditions du bien commun, c'est-à-dire du développement intégral de chaque homme et de tous les hommes »*

tion du bien commun, l'option préférentielle pour les pauvres est une attestation qu'on décide de ne laisser personne au dehors, car il en va de la vérité du "nous" en laquelle nous comprenons ce que nous sommes. Mais il ne s'agit pas seulement de voter pour des programmes. De façon encore plus essentielle, le vote est moins le choix d'un programme qu'une élection de personnes. Notre conscience politique doit alors chercher la ou les personnes en qui nous avons la plus haute estime et la plus grande confiance dans leur propre conception du bien commun. Pour autant, si l'élite politique exerce une charge spécifique vis-à-vis du bien commun, cette responsabilité échoit à tous. Tous nos actes quotidiens, alimentaires, financiers, économiques, relationnels, ont un effet sur le bien commun. Le pape François invite à sortir de nous-mêmes en mesurant leur impact sur autrui. C'est dire qu'ils peuvent contribuer ou pas à une plus grande communion. Au ciel, ce sera ! Vivement que cela vienne sur la terre, plus vite !

● **LUC DUBRULLE**

### **Les jeunes professionnels à la recherche du bien commun**

Est-ce que voter a encore du sens ? Quelle légitimité démocratique peut avoir un candidat qui remporte 51 % des suffrages et seulement 30 % des personnes inscrites sur les listes électorales ? Comment rassembler et faire unité ? Voilà comment s'est ouvert le week-end de la Politique, une Bonne Nouvelle (ou PBN), forum de rencontres et de dialogues consacré à l'épluchage des programmes des candidats à l'élection présidentielle. Plusieurs ateliers ont permis d'étudier les programmes électoraux par thématiques : économie et emploi, environnement, éducation, santé, relations extérieures... Il s'agissait en petits groupes de 3 ou 4 de prendre connaissance des différentes propositions des candidats, puis d'échanger pour faire ressortir les bonnes idées et les besoins d'éclaircissement. Un certain nombre de questions ont ainsi pu être élaborées puis posées à des porte-paroles mandatés par les partis. Nous avons eu une authentique table ronde électorale avec de nombreux approfondissements et son lot de piques, de questions éludées et de réponses idéologiques... L'exercice a cependant donné un bon éclairage à l'assemblée. Cet événement a offert une prise de recul et de hauteur sur la campagne, mais aussi des rencontres franches, chaleureuses et ouvertes au dialogue qui invitaient à chercher une meilleure solution pour tous. Un sain questionnement planait : peut-on voter pour un candidat à la moralité entachée, un programme déraisonnable, un projet de société contraire à nos valeurs ? Faut-il voter pour le candidat qui nous « garantit » le plus d'avantages ou pour celui qui correspondrait le mieux à notre idée d'un bien commun ?

**SÉBASTIEN MENU, EN ÉQUIPE À REIMS**

# Discerner pour voter

Les catholiques ont été invités par les évêques à prendre leur part dans les élections présidentielles et législatives à venir pour le bien commun, « pour construire une société plus juste et plus respectueuse de chacun ». Il est en effet de notre responsabilité de participer activement à la vie démocratique du pays, suivant nos sensibilités politiques, en cohérence avec notre pratique et notre enracinement dans la foi en Jésus.

● ALAIN BRUNELLE

## 1<sup>re</sup> étape

### Mon vote, signe de ma responsabilité de citoyen

« Chacun, à son niveau, est responsable de la vie et de l'avenir de notre société ». Les évêques nous invitent à une réflexion fondamentale sur le politique à partir d'un regard lucide sur la situation actuelle du pays. Que retenir de ce texte au-delà du constat ?

Comment vais-je voter ? Comme d'habitude, selon mes préoccupations personnelles, selon mes impressions sur les candidats, selon l'avis de mon entourage ? Vais-je m'abstenir car hommes et partis politiques me déçoivent, voter blanc ?

## 2<sup>e</sup> étape

### Je me questionne sur ma façon de m'informer

« C'est à un changement d'attitudes et de mode de pensée qu'il faut nous rendre disponibles ». Est-ce que j'accepte de m'informer différemment ? En allant à la source sur les sites des candidats, en lisant un ouvrage d'un candidat qui ne m'attire pas, en les écoutant débattre mais aussi en lisant des articles d'experts ? Suis-je prêt à me laisser « bouger » dans mes habitudes ? La situation

actuelle de délitement politique m'invite-t-elle à des déplacements ?

Sortir de l'entre soi, notamment sur les réseaux sociaux, n'est pas chose habituelle. Me suis-je permis d'échanger avec une connaissance et de l'écouter sans a priori partisan sur ces opinions ? Les évêques nous invitent « à prendre la parole, à échanger avec d'autres, y compris non-chrétiens, sur les enjeux de notre vie en société ».

## 3<sup>e</sup> étape

### Décrypter les programmes

Je recherche et hiérarchise les questions qui me préoccupent ou m'attirent quant à l'évolution de mon pays et du monde. Quelles thématiques vont peser dans mon choix ? Je décrypte les projets de société des candidats au regard des principes de la doctrine sociale de l'Église. Suis-je attentif à leur vision en matière de dignité de la personne humaine (contrat social), de respect des biens de la terre destinés à tous (principe du bien commun, écologie), de subsidiarité (organisation de la société, participation), de solidarité (place des plus faibles, des pauvres) ?

# Pour la construction d'une société plus juste

Seigneur nous te rendons grâce pour la parole reçue de nos évêques sur le souci du politique, en préparation des élections présidentielles et législatives.

Qu'à leur suite nous soyons préoccupés par la situation de notre pays et du monde, et qu'ensemble nous nous entraïdions pour discerner quels sont les choix à poser pour œuvrer à la construction d'une société plus juste.

Nous savons que l'amour que nous Te portons ne peut se conjuguer avec l'hypocrisie, le mensonge, et la duplicité : « Vous avez beau multiplier les prières, moi, je n'écoute pas. Vos mains sont pleines de sang : lavez-vous, purifiez-vous ! Ôtez de ma vue vos actions perverses ! Cessez de faire le mal, apprenez à faire le bien ! Recherchez le droit, redressez le violent ! Faites droit à l'orphelin, plaidez pour la veuve » Isaïe 1, 15-17.

Que ton Esprit éclaire nos consciences et nous fasse opter en toute liberté, le jour des votes.

En ces jours, nous te confions plus particulièrement les hommes et les femmes qui s'engagent en politique ; soutiens-les.

Libère-les des pressions médiatiques, des lobbies, de l'attrait de l'argent, des egos. Et de tant de pièges mis sur leur chemin par le diviseur

Qu'aidés par ton Esprit Saint, ils aient à cœur le souci de Bien commun, des plus faibles et démunis.

Accorde leur force et humilité face à leurs opposants qu'ils ne succombent pas à la tentation des coups bas et de la violence mais optent pour le pardon.

Nous te le demandons, à toi qui veilles avec le Père et l'Esprit pour les siècles des siècles.

● **DANIÈLE MICHÈLE, ACCOMPAGNATRICE SPIRITUELLE  
DES ÉQUIPES ESPERANTO ET JOKER**

Éditeur : U.S.I.C. - 18 rue de Varenne - 75007 Paris - tél. 01 42 22 18 56 - [contact@mcc.asso.fr](mailto:contact@mcc.asso.fr)

Commission paritaire n° 0417 G81875

Directeur de la publication : Marc Mortureux - Rédactrice en chef : Marie-Hélène Massuelle

Comité de rédaction : Françoise Alexandre, Anne-Marie de Besombes, Pierre-Olivier Boiton, Catherine Coulomb, Solange de Coussemaker, Claire Degueil, Robert Migliorini a.a., Christian Sauret, Dominique Semont

Iconographie, réalisation et mise en page : Bayard Service Édition - Relecture : Odile Bordon

Numéro imprimé par nos soins.

**Pour recevoir une version papier : 7 € (frais de port compris) le numéro / 28 € (frais de port compris) les 4 numéros - à commander aux coordonnées ci-dessus et sur le site <http://www.mcc.asso.fr/-Responsables->**